

| | | | |
|---|--|--|--|
|  | <p>SOMMAIRE</p> <p>Performance portuaire en Afrique Le Port de Lomé se classe 35e sur le continent en 2025</p>  <p>P 5</p> | <p>Protection des océans La multiplicité des traités mondiaux conduit à une approche fragmentée</p>  <p>P 10</p> | <p>Cameroun/Présidence Dans les couloirs du palais présidentiel, la bataille pour la succession de Paul Biya a déjà commencé</p>  <p>P 11</p> |
|---|--|--|--|

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Le Restaurant Cordon Bleu, bénéficiaire du crédit de relance du FNFI

Il y a quelques mois, Monsieur Kpondjo Komla, chef cuisinier et promoteur du restaurant CORDON-BLEU sis au grand marché de Lomé éprouvait de nombreuses difficultés face aux restrictions imposées par la crise sanitaire liée au Covid-19 à pouvoir tirer son épingle du jeu. Tant les commandes au niveau de son restaurant se sont raréfiées et il était à court de moyens financiers pour relancer son activité. C'est justement pour soutenir les entreprises impactées par le Covid-19 que depuis août 2020, le FNFI a mis en place un dispositif afin de redynamiser les activités des entreprises éprouvées face à la pandémie. Dans ce nouveau numéro de votre rubrique Echos des bénéficiaires des produits FNFI, Togo Matin partage avec vous les témoignages du promoteur du restaurant Cordon Bleu...

Avec le ralentissement qu'a connu les activités de son restaurant depuis les restrictions liées au Covid 19, Kpondjo Komla indique avoir toujours réfléchi où trouver des sources de financement pour pouvoir relancer son activité. Pour ce cinquantenaire qui a toujours rêvé d'entreprendre dans le domaine culinaire, les activités avant le Covid 19 se passaient très bien



Kpondjo Komla

: une clientèle de plus en plus nombreuse et des prestations de service pour les sociétés de la place...

« Je suis dans le domaine de la restauration depuis plus de 30 ans. J'ai décidé implanter mon restaurant au cœur du grand marché de la ville, parce que ce secteur concentre assez d'activités commerciales et j'étais convaincu ainsi de pouvoir dégager un chiffre d'affaire important. Avant le Covid-19, j'arrivais à dégager assez de revenus et j'offrais des services diversifiés à ma clientèle. Je gagnais des

marchés dans différentes institutions de la place, ce qui me permettait de payer les factures et d'apporter à chaque fois un plus à mon activité. Mais comme vous le savez, avec le Covid 19, les activités des entreprises se sont dégradées. Les activités commerciales n'avaient plus le même dynamisme et évidemment il y'a eu des impacts sur le secteur de la restauration. Les entreprises auprès desquelles nous avions gagné des marchés ont tout annulé à cause des restrictions de couvre-feu et de mesures barrières ».

Dans le but de donner


justement un coup de levier financier aux entreprises en difficultés à relancer leurs activités, le FNFI a mis en place un mécanisme de financement en faveur des PME. Peuvent être bénéficiaires, les micros et petites entreprises (MPE) intervenant dans les secteurs productifs notamment l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat, le commerce. Les entreprises éligibles doivent justifier d'un chiffre d'affaire annuel inférieur ou égal à vingt millions (20 000 000) de F CFA, déclaré dans la liasse fiscale (OTR). Le montant du

crédit est lui de 10. 000 000 FCFA, soit 50% du chiffre d'affaire.

« Une fois que j'ai entendu parler du Produit de Relance, je suis allé aux informations et j'ai réuni tout ce qu'il fallait pour postuler. Et bien heureusement, mon dossier a été retenu et j'ai obtenu un financement de 1 800 000 FCFA. Avec ce financement, j'ai constitué un stock de boissons, j'ai renouvelé mes ustensiles de cuisine et gardé une partie que j'utilise comme fonds de roulement. J'ai également mis en place une stratégie pour attirer de nouveau ma clientèle. Je n'oublie pas qu'il s'agit d'un crédit et que je dois rembourser à la fin d'une période donnée. Et pour cela, je me dois de faire prospérer mes activités afin d'honorer mes engagements vis-à-vis du remboursement. De tout cœur, je remercie le FNFI ainsi que son partenaire Orabank qui mettent en œuvre ce mécanisme de financement pour nous soutenir en tant qu'entreprises. C'est vraiment une manière de nous soutenir et de nous encourager afin que chacun s'implique véritablement dans le développement national », indique le promoteur visiblement soulagé.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



| | | | | |
|---|--|--|--|--|
|  | <p>Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper</p> | <p>Directeur de publication : Motchosso Kodlakina</p> <p>Secrétaire de rédaction : Edy Alley</p> <p>Responsable web: Carlos Amevor</p> <p>Comité de rédaction: Françoise Dasilva</p> | <p>Alexandre Wémima</p> <p>Edem Dadzie</p> <p>Caleb Akponou</p> <p>Affo-Djèlè Alarba</p> <p>Responsable administrative, financière et commerciale: Amah Essognim</p> | <p>Graphiste: Eros Dagoudi</p> <p>Imprimerie: Direct Print</p> <p>Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)</p> |
|---|--|--|--|--|

Transport aérien et développement

Les pistes innovantes du champion du Mutaa

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, champion du Marché unique du transport aérien africain (Mutaa), a présidé le lundi 15 juin 2026 à Lomé, la cérémonie d'ouverture des travaux de la première Convention et exposition africaines du transport aérien 2026.

L'événement a réuni plusieurs personnalités de premier plan, dont le président rwandais Paul Kagamé, l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, les présidents des institutions de la République, des membres du gouvernement, des ministres africains des Transports, ainsi que des représentants de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), du Conseil international des aéroports (ACI) Afrique, de l'Association du transport aérien international (IATA) et des compagnies aériennes. Cette rencontre continentale de haut niveau s'inscrit dans la dynamique d'accélération de la mise en œuvre du Mutaa et des ambitions d'intégration portées par l'Union africaine. Faure Gnassingbé a souligné l'importance de cette première Convention dont l'ambition est de faire du ciel africain un espace plus ouvert, plus accessible, plus compétitif et plus utile à la transformation des économies nationales. Convaincu que l'avenir du continent repose sur un espace aérien africain plus performant et davantage au service du développement, le président du Conseil a partagé avec les participants, quatre convictions.

Passer de l'engagement politique à la réalité opérationnelle

Le président du Conseil a relevé la nécessité de transformer les engagements politiques en résultats tangibles. Selon lui, les États africains doivent accélérer l'harmonisation de leurs politiques aériennes et renforcer la coopération entre les différents acteurs du secteur. « Le Marché unique du transport aérien africain doit entrer dans une phase plus concrète. Il faut aligner les accords de services aériens, faciliter l'ouverture effective des routes, mieux utiliser

les droits de trafic et développer des corridors prioritaires ».

Pour le président du Conseil togolais, l'intégration aérienne du continent ne peut devenir une réalité qu'à travers des décisions opérationnelles capables de rapprocher les économies africaines et de fluidifier les échanges.

Rendre le transport aérien plus accessible et plus compétitif

La deuxième conviction exprimée par le chef du gouvernement porte sur l'accessibilité et la compétitivité du transport aérien. Il a souligné que l'ouverture du ciel africain ne produira pas pleinement ses effets si les coûts de transport restent élevés et si les formalités administratives continuent de freiner la mobilité. Cette ambition passe par des infrastructures modernes, des compagnies performantes, le développement des compétences techniques et l'intégration des exigences environnementales dans les projets du secteur aérien.

« Une aviation africaine compétitive doit reposer sur un écosystème robuste. Elle suppose des aéroports modernes, des compagnies solides, des capacités de maintenance, des services d'assistance au sol efficaces, des systèmes numériques fiables et des cadres réglementaires clairs ».

Selon le président du Conseil, ces contraintes constituent des obstacles à la mobilité des entrepreneurs, des étudiants, des touristes et des investisseurs. Il a ainsi plaidé pour davantage de transparence dans les taxes et les frais appliqués au secteur ainsi que pour une simplification des procédures de voyage et de transport des marchandises.

Faire de l'aviation un moteur de la transformation économique

Abordant la question du développement économique, le président Faure Gnassingbé a insisté sur le rôle stratégique du transport aérien dans la transformation du continent. Il a notamment

mis en avant le potentiel du fret aérien pour accompagner des secteurs socioéconomiques stratégiques.

« Nous parlons souvent de l'aviation à travers le transport des passagers. Mais l'aviation est aussi une infrastructure économique. Elle peut soutenir l'agriculture, l'industrie, la santé, le commerce numérique, les exportations à forte valeur ajoutée et les chaînes de

investissements et offrir à la jeunesse des perspectives dans des métiers d'avenir.

Le président du Conseil a par ailleurs appelé à intégrer les exigences environnementales et la durabilité dans les stratégies de développement du transport aérien sur le continent.

Le Togo au service de l'intégration africaine

L'enjeu de cette rencontre est aussi de consolider le

pour l'organisation réussie de cette rencontre qui contribuera à matérialiser la vision de l'intégration africaine. Il a insisté sur la nécessité de dépasser les déclarations d'intention pour privilégier des actions concrètes en faveur de la connectivité en Afrique.

« Je continue de penser que nous devons aller au-delà des discussions sur ce qui devrait être fait et nous concentrer davantage sur ce qui doit réellement



Faure Gnassingbé (au milieu), et ses hôtes (Crédit photo : Présidence du Conseil)

valeur régionales. Le fret aérien doit donc occuper une place plus importante dans nos stratégies logistiques. C'est ici que le lien avec la Zone de libre-échange continentale africaine est essentiel ».

Faure Gnassingbé a indiqué que la connectivité aérienne doit être pensée dans une approche intégrée associant également les infrastructures routières, ferroviaires et maritimes afin de renforcer la compétitivité des économies africaines.

Construire une industrie aéronautique africaine durable

Le dirigeant togolais a également mis en relief la nécessité de bâtir une industrie aéronautique africaine plus susceptible de réduire la dépendance extérieure et renforcer la souveraineté technologique de l'Afrique. « Un ciel africain unique n'est pas seulement un projet d'aviation. C'est un projet d'intégration, de développement et de souveraineté ».

Il a pour cela invité les États africains à considérer l'aviation civile comme une filière productive qui peut créer des emplois qualifiés, développer des savoir-faire techniques, attirer des

positionnement du Togo comme une plateforme commerciale et logistique régionale.

Faure Gnassingbé a rappelé que cette ambition nationale s'inscrit dans une vision continentale.

« Pour le Togo, accueillir cette Convention n'est pas seulement un honneur. C'est un engagement. Car notre pays a fait le choix de se positionner comme une plateforme commerciale et logistique régionale. Cette ambition n'a de sens que si elle contribue à une ambition plus large : celle d'une Afrique qui se relie davantage à elle-même pour mieux se transformer ».

Il a lancé à cet effet un appel à une mobilisation collective pour accélérer la mise en œuvre du Mutaa, et renforcer l'intégration du continent.

Adhésion de l'Union africaine à la vision du président du Conseil

Les convictions du président du Conseil ont reçu l'assentiment des dirigeants africains et des représentants des organisations intervenant dans le secteur du transport aérien. Le président Paul Kagamé a félicité le président Faure Gnassingbé

être accompli. Je tiens tout particulièrement à remercier mon frère et ami, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé pour avoir porté avec conviction cette question cruciale de la connectivité en Afrique. Aucun pays ne peut réussir seul ni prospérer dans la fragmentation. La connectivité aérienne ouvre d'immenses opportunités et de nombreuses possibilités pour nos populations ».

Dans la même dynamique, l'ancien président nigérian a salué les progrès réalisés ces dernières années sous le leadership du président Faure Gnassingbé en sa qualité de champion du Mutaa, à travers l'ouverture du ciel africain et la régulation du transport aérien.

« Je tiens à féliciter le champion de la politique du ciel ouvert en Afrique, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, pour les progrès réalisés dans la mise en œuvre de cette vision. Des avancées importantes ont été enregistrées en matière d'ouverture du ciel africain et de réglementation du transport aérien. Avec l'appui de toutes les...

Transport aérien et développement**Suite de la page 3****Les propositions de Faure Gnassingbé**

...institutions concernées, nous devons accélérer le mouvement ».

La représentante du président de la Commission de l'Union africaine ainsi que le président de la Commission africaine de l'aviation civile ont également salué le leadership du président du Conseil, Faure Gnassingbé,

dans le développement du transport aérien africain. Ces hommages ont été matérialisés par la remise d'un prix à Faure Gnassingbé, en reconnaissance de son engagement en faveur de l'intégration aérienne du continent.

Ce rendez-vous est marqué par l'exposition mettant

en lumière les innovations et initiatives du secteur aéronautique africain.

Au cours des travaux qui se tiennent du 15 au 19 juin 2026, les participants échangeront sur la mise en œuvre du Mutaa, l'accessibilité financière du transport aérien, le développement du fret et des corridors

aériens, la facilitation de la mobilité intra-africaine, la promotion des investissements dans les infrastructures aéronautiques, ainsi que l'innovation, la technologie et le développement du capital humain.

Le programme comprend des tables rondes

ministérielles, des forums politiques de haut niveau, des dialogues exécutifs, des ateliers techniques et des séances de négociations bilatérales, illustrant la volonté des acteurs du secteur de traduire les ambitions en actions concrètes.

Edem Dadzie**Obsèques de Togbui Agokoli IV****Les hommages traditionnels pré-inhumation débutent**

Les cérémonies funéraires en hommage à Sa Majesté Ewéfiaga Togbui Boniface Fafanyo Kossi Agboli Agokoli IV, président du Conseil national des chefs traditionnels du Togo, chef du canton de Notsè et roi des Ewé, ont officiellement démarré le lundi 15 juin 2026 à Notsè, berceau du peuple Ewé.

Dans une atmosphère de recueillement, les populations ont entamé plusieurs jours d'hommages destinés à honorer la mémoire de leur roi, décédé le 4 février 2026 à l'âge de 86 ans, après 35 années passées sur le trône royal.



Vue partielle des personnalités présentes (Crédit photo : Assemblée nationale)

Dès les premières heures de la matinée, le palais royal de Notsè a été le théâtre d'un moment solennel marqué par 21 coups de salve annonçant officiellement à la population la disparition du souverain. Peu après, le tam-tam parlant Atopani a résonné à travers la ville, invitant les habitants des différents quartiers à se joindre aux cérémonies traditionnelles prévues dans le cadre des obsèques.

Au quartier Alinou Avizouha, terre d'origine de Togbui Agokoli IV, des rites coutumiers ont été exécutés avec grandeur. Les populations se sont rassemblées pour présenter leurs condoléances à la famille royale et rendre un dernier hommage à celui qu'elles décrivent comme un chef proche de ses administrés et engagé pour le bien-être de sa

communauté. La cérémonie a enregistré la présence de nombreuses personnalités traditionnelles. Le 1er vice-président de l'Union Eweto et chef du canton de Bè, Togbui Adela Aklassou IV, était présent. Des chefs traditionnels de la préfecture de Haho ont également pris part aux manifestations.

Les manifestations se sont

poursuivies dans l'après-midi avec l'organisation de la danse traditionnelle Atrikpe. Initiée par le quartier Alinou, cette cérémonie a mobilisé de nombreux fils et filles du royaume de Notsè autour d'un hommage empreint de ferveur et de symbolisme.

À travers chants, danses et rythmes traditionnels, les participants ont exprimé leur peine face à

la disparition du souverain tout en formulant des prières pour le repos de son âme. Les différentes prestations ont également permis de présenter les condoléances à la famille royale, dans le respect des traditions ancestrales.

Cette danse marque le début d'une série de manifestations quotidiennes qui se dérouleront dans les différents quartiers de Notsè jusqu'à la grande veillée funèbre prévue le vendredi 19 juin 2026. L'inhumation de Sa Majesté Ewéfiaga Togbui Boniface Fafanyo Kossi Agboli Agokoli IV interviendra le samedi 20 juin 2026, après une messe célébrée pour le repos de son âme.

À travers ces cérémonies, le peuple Ewé rend un ultime hommage à une figure emblématique de la chefferie traditionnelle togolaise, dont le règne aura marqué l'histoire récente du royaume de Notsè.

TM

En un clic, payez votre TVM par

TMoney 

sur l'application **OTR TVM**

Disponible sur Google Play



Performance portuaire en Afrique

Le Port de Lomé se classe 35e sur le continent en 2025

Le Port autonome de Lomé figure à la 35e place du classement 2025 des ports à conteneurs les plus performants d'Afrique. Avec un rang mondial de 347e, la plateforme togolaise se positionne au milieu des 54 ports africains évalués dans le cadre de l'indice mondial de performance portuaire des conteneurs (CPPI), publié chaque année pour mesurer l'efficacité opérationnelle des infrastructures portuaires.

Dans un environnement maritime de plus en plus concurrentiel, ce classement offre un aperçu de la capacité des ports à réduire les temps d'escale des navires, fluidifier les opérations de chargement et de déchargement et améliorer la circulation des marchandises.

Sur le continent, le leadership revient cette année au port de Tanger Med, au Maroc, qui occupe également la sixième place mondiale. La plateforme marocaine détrône ainsi Port-Saïd, en Égypte, désormais deuxième en Afrique et quinzième au niveau mondial. Le port de Djibouti complète le podium continental.

Le Port de Lomé se retrouve devant plusieurs infrastructures majeures de la région, notamment celles de Tema au Ghana, Abidjan en Côte d'Ivoire, Douala au Cameroun, Mombasa au Kenya ou encore Durban en Afrique du Sud. Cette performance confirme le rôle stratégique que joue la plateforme togolaise dans les échanges commerciaux en Afrique de l'Ouest.

Toutefois, le classement met également en lumière les

défis qui persistent pour de nombreux ports africains. Selon les analyses associées à l'indice, les plateformes du continent continuent d'être confrontées à des contraintes de capacité, à des investissements parfois insuffisants, à une faible connectivité avec l'arrière-pays ainsi qu'à une concurrence limitée entre les infrastructures portuaires.

Pour le Togo, l'enjeu dépasse le simple positionnement dans un classement. Le Port de Lomé constitue l'une des principales portes d'entrée et de sortie du commerce national et régional. Sa modernisation continue est essentielle pour renforcer l'attractivité économique du pays, soutenir les échanges avec les pays enclavés de l'hinterland et consolider la place de Lomé comme hub logistique régional.

Les experts soulignent également que les ports davantage orientés vers les exportations enregistrent généralement de meilleures performances. Cette configuration permet une organisation plus efficace des conteneurs avant chargement et réduit les

temps d'attente des navires. À l'inverse, les plateformes dominées par les flux d'importation font souvent



Port de Lomé

face à des contraintes supplémentaires de stockage et de gestion

logistique.

À l'échelle mondiale, l'édition 2025 du classement est marquée par la domination

des ports chinois, qui occupent quatre des cinq premières places. Les

ports du Moyen-Orient, en revanche, ont enregistré un recul notable sous l'effet des perturbations du trafic maritime liées aux tensions géopolitiques dans la région.

Dans ce contexte international exigeant, la présence du Port de Lomé parmi les infrastructures les mieux classées du continent traduit les efforts engagés ces dernières années pour améliorer sa compétitivité. Un acquis que le Togo devra désormais consolider pour gagner davantage de terrain dans la hiérarchie portuaire africaine.

Classement des ports à conteneurs les plus performants en Afrique en 2025 :

- 1-Tanger Med/Maroc (6e rang mondial)
- 2-Port Saïd/Egypte (15e)
- 3-Djibouti (53e)
- 4-Damiette/Egypte (105e)
- 5-El Sokhna/Egypte (115e)
- 6-Mogadishu/Somalie (127e)
- 7-Dakar/Sénégal (144e)
- 8-El Dekheila/Egypte (179e)
- 9-San Pedro/Côte d'Ivoire (211e)
- 10-Malabo/Guinée équatoriale (222e)
- 11-Toamasina/Madagascar (225e)
- 12-Rades/Tunisie (238e)
- 13-Dar Es Salaam/Tanzanie (255e)
- 14-Lobito/Angola (256e)
- 15-Onne/Nigeria (259e)
- 16-Annaba/Algérie (270e)
- 17-Maputo/Mozambique

- (273e)
- 18-Agadir/Maroc (279e)
- 19-Matadi/RD Congo (285e)
- 20-Qasr Ahmed/Libye (286e)
- 21-Port Victoria/Seychelles (287e)
- 22-Bata/Guinée équatoriale (293e)
- 23-Alexandrie/Egypte (299e)
- 24-Owendo/Gabon (300e)
- 25-Nouakchott/Mauritanie (304e)
- 26-Khoms/Libye (308e)
- 27-Port Elizabeth/Afrique du Sud (314e)
- 28-Beira/Mozambique (315e)
- 29-Tin Can Island/Nigeria (318e)
- 30-Lagos/Nigeria (320e)
- 31-Cotonou/Bénin (324e)
- 32-Freetown/Sierra Leoné (330e)
- 33-Banjul/Gambie (337e)
- 34-Lamu/Kenya (345e)
- 35-Lomé/Togo (347e)
- 36-Lekki/Nigeria (353e)

- 37-Nacala/Mozambique (356e)
- 38-Monrovia/Liberia (360e)
- 39-Casablanca/Maroc (365e)
- 40-Port Louis/Maurice (369e)
- 41-Douala/Cameroun (370e)
- 42-Walvis Bay/Namibie (372e)
- 43-Tema/Ghana (376e)
- 44-Alger/Algérie (379e)
- 45-Ngqura/Afrique du Sud (380e)
- 46-Abidjan/Côte d'Ivoire (381e)
- 47-Béjaïa/Algérie (388e)
- 48-Luanda/Angola (390e)
- 49-Pointe-Noire/République du Congo (391e)
- 50-Kribi/Cameroun (395e)
- 51-Mombasa/Kenya (396e)
- 52-Durban/Afrique du Sud (398e)
- 53-Conakry/Guinée (399e)
- 54-Le Cap/Afrique du Sud (400e)

Edy

Banque mondiale

A Lomé, la gouvernance des projets placée sous le signe de la transparence et de l'intégrité

La gouvernance, la transparence et la bonne gestion des ressources publiques ont occupé une place centrale à Lomé lors d'une session de renforcement des capacités destinée aux acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets financés par le Groupe de la Banque mondiale. Pendant plusieurs jours, des responsables de projets, institutions de contrôle, organes de régulation et partenaires publics ont échangé sur les mécanismes permettant de prévenir la fraude et de renforcer la redevabilité dans la gestion des financements de développement.

À l'ouverture des travaux, Adu-Gyamfi Abunyewa a rappelé que la passation des marchés publics constitue un levier essentiel du développement. Selon lui, lorsque les procédures



sont appliquées avec rigueur et transparence, les investissements produisent des résultats concrets pour les populations, qu'il s'agisse d'infrastructures routières, d'établissements scolaires ou de services de santé.

Les discussions ont mis en évidence les conséquences directes des

manquements à l'intégrité. Retards dans l'exécution des projets, travaux de qualité insuffisante, surcoûts injustifiés ou encore contrats attribués sans réelle concurrence réduisent l'impact des financements et affaiblissent la confiance des citoyens dans les institutions publiques.

La Banque mondiale a

également rappelé sa politique de tolérance zéro à l'égard de la fraude et de la corruption. Selon les données présentées au cours de la rencontre, près de 89 % des irrégularités détectées dans les projets financés concernent la phase de passation des marchés. Les experts ont évoqué plusieurs pratiques récurrentes, notamment les faux documents de livraison, les surfacturations, les dépenses inéligibles ou encore les manipulations comptables.

Les participants ont été sensibilisés aux principaux signaux d'alerte, parmi lesquels l'absence d'audit interne, la concentration excessive des pouvoirs

de décision, les retards récurrents dans les rapports financiers ou encore des écritures comptables insuffisamment justifiées.

Au-delà des procédures, les intervenants ont insisté sur la nécessité de développer une véritable culture de l'intégrité. Pour la Banque mondiale, la prévention demeure le moyen le plus efficace de protéger les ressources publiques. La formation, la transparence, la traçabilité des fonds et l'encouragement au signalement des irrégularités apparaissent ainsi comme des conditions indispensables à la réussite durable des projets de développement.

Edy Alley

Promotion du capital humain

Le gouvernement veut impacter davantage

L'ensemble des actions et investissements visant à développer les compétences, la santé, l'éducation et le bien-être des individus, la promotion du capital humain, constitue l'élément fondamental du développement. Mettant un accent sur le capital humain pour maximiser le potentiel des personnes, le gouvernement n'a de cesse de multiplier ces dernières années plusieurs initiatives avec l'objectif d'impacter davantage. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur ces engagements et les orientations pour le futur.

part, doit garantir la pleine forme des populations par l'accès aux soins et à une bonne nutrition. Quant à l'insertion professionnelle, il doit permettre de créer des emplois de qualité pour la jeunesse.

De ce qui précède, il ressort donc que la promotion du capital humain permet aux pays d'accroître leur productivité, de stimuler l'innovation et de réduire durablement la pauvreté. Aussi permet-elle de garantir la main-d'œuvre qualifiée capable de s'adapter aux défis

particulière est accordée au secteur. Et les résultats obtenus en disent long sur l'engagement.

Sur les cinq (5) dernières années, soit de 2020 à 2025, l'on note une augmentation exponentielle de la capacité d'accueil. Plus de sept mille (7000) salles de classe sont construites et réhabilitées selon les données du ministère des Enseignements primaire et secondaire. Rien que sur l'année scolaire 2022-2023, un nombre de 1 035 salles

pédagogiques. Dans de nombreuses écoles, le nombre d'élèves par classe est passé à des effectifs plus gérables, rendant l'enseignement plus interactif et efficace.

Pour assurer un meilleur encadrement du corps professoral ainsi que des élèves, 304 inspecteurs et conseillers pédagogiques sont également recrutés sur les cinq (5) dernières années.

La priorisation de l'Éducation nationale par le gouvernement se manifeste aussi par la régularité des efforts consentis en faveur de l'accès à l'école. La construction d'infrastructures scolaires, le recrutement d'enseignants, la prise en charge de certaines charges éducatives, etc. permettent d'améliorer les taux de scolarisation, notamment au niveau du primaire où il a quasiment atteint les 100 % et du secondaire.

Au niveau de la formation professionnelle, les initiatives n'en manquent pas. En se positionnant pour des opportunités d'emploi durable, le gouvernement entend réduire le taux de chômage et améliorer la qualité de vie de la population, en particulier des femmes et des jeunes. Dans cette démarche, l'une

améliorer l'employabilité des jeunes en les formant à des métiers porteurs et en renforçant leur insertion professionnelle. C'est ainsi que la formation professionnelle se voit renforcée avec l'introduction des Instituts de formation en alternance pour le développement (IFAD).

Au niveau de l'emploi, grâce aux divers projets et initiatives du gouvernement, entre 2010 et 2023, l'évolution de la création d'entreprises au Togo a été marquée par une dynamique de croissance significative soutenue par des réformes visant à simplifier et à réduire le coût de création.

Le pays note des records de création d'entreprises couplés à une augmentation de la participation des femmes, avec une forte présence des entrepreneurs togolais. Le nombre de nouvelles entreprises créées a constamment augmenté, culminant avec un record de plus de 15 000 entreprises en 2023 sur l'ensemble du territoire national.

Dans la foulée, le taux de chômage au Togo a également amorcé une baisse. Il est passé de 6,5 % en 2011 à 3,4 % en 2015



Le président du Conseil avec les élèves

L'objectif de développement durable (ODD) impose l'éradication de la pauvreté à l'horizon 2030. Et relever ce défi impose aux pays, dont le Togo, de mettre l'humain au centre de toute action de développement.

En considérant donc les citoyens comme un moteur central du développement, la stratégie de promotion du capital humain préconise aux gouvernements de mettre l'accent sur des secteurs clés comme : l'éducation, la santé et l'insertion professionnelle. Ces trois secteurs ne sont pas choisis pour la forme. Ils sont de nature à apporter une transformation structurelle dans le développement des pays et dans la lutte contre la pauvreté.

L'éducation, de par sa contribution, permet d'offrir une formation de qualité et adaptée aux défis du travail et aux besoins du marché. La santé, pour sa

économiques mondiaux. Prenant donc appui sur les avantages que la promotion du capital humain pourrait induire, le gouvernement togolais n'a de cesse de multiplier des initiatives.

Quid des engagements du pays ?

Faisant du capital humain un pilier central de sa politique de développement, le gouvernement articule ses initiatives majeures autour de l'éducation, de l'emploi, de la santé et de la protection sociale avec l'objectif de doubler le niveau de vie moyen des populations à l'horizon 2040.

Ce faisant, les initiatives ne manquent pas au niveau de l'éducation et de la formation professionnelle. Conscient de l'importance que revêt l'éducation, le Togo, dans son objectif de devenir un pays émergent, ne lésine pas sur les moyens. Depuis quelques années, une attention

de classe sont construites dans les 5 régions économiques du pays.

Dans la même logique et pour améliorer le ratio enseignants-élèves, 18 300 enseignants ont été recrutés de 2020 à 2025. Mettant un accent sur la qualité des ressources humaines, le gouvernement a également recruté et formé plus de 9000 professeurs d'école et professeurs de collège.

Ainsi les enseignants volontaires qui constituaient une part importante du corps enseignant sont progressivement intégrés dans la fonction publique, garantissant leur stabilité et leur motivation.

Cette stratégie permet de combler les classes vacantes, de réduire le ratio élèves-enseignants, facteur essentiel pour améliorer l'attention et l'accompagnement



Structure sanitaire réalisée par le gouvernement

des premières stratégies du gouvernement est de travailler à éliminer l'inadéquation entre la formation et l'emploi. Ainsi, ces dernières années, plusieurs réformes sont introduites dans le système scolaire pour adapter la formation au marché de l'emploi.

Ces réformes visent à

pour atteindre 3,1 % en 2024. En 2026, le rapport Risk de l'agence Bloomfield International a estimé ce taux à 2 %, expliquant que le chômage ne doit pas être confondu avec l'absence d'occupation. Ce bas niveau de chômage de l'histoire récente du pays témoigne de l'impact positif des différentes

initiatives déployées par le gouvernement.

Sur le plan économique, le revenu national brut par habitant a progressé de manière significative, passant de 2 748 dollars américains dans le rapport 2023-2024 à 2 856 dollars dans le rapport 2025.

Que fait le pays au niveau de la santé ?

Là, les initiatives n'en manquent pas. Les engagements de ces dernières années sont marqués par un effort dans les infrastructures sanitaires. Plusieurs formations sanitaires ont été réhabilitées, équipées ou nouvellement construites, tant en milieu urbain qu'en milieu rural, afin de rapprocher l'offre de soins des usagers. La modernisation des plateaux techniques, l'acquisition d'équipements, l'amélioration des conditions d'accueil, etc. ont contribué à rehausser la qualité des services offerts. Cette dynamique participe à la réduction des évacuations sanitaires coûteuses et au renforcement de la prise en charge locale.

La qualité du système de santé repose avant tout sur les femmes et les hommes qui le font vivre. En phase avec cette réalité, le pays a poursuivi ses actions en faveur du personnel sanitaire. Recrutements ciblés, formations continues, redéploiement stratégique des agents et amélioration progressive des conditions de travail ont permis de mieux répondre aux besoins des populations. Ces efforts ont garanti une meilleure couverture médicale sur le territoire et une prise en charge plus efficace, notamment dans les zones à forte vulnérabilité sanitaire.

L'année 2025, par exemple, a permis de renforcer l'orientation préventive de la politique sanitaire. Campagnes de vaccination, actions de sensibilisation à la santé maternelle et infantile, lutte contre les maladies endémiques et promotion de l'hygiène ont occupé une place centrale. La santé communautaire,

appuyée par des relais locaux formés et engagés, a permis de diffuser des messages essentiels et de détecter précocement certaines pathologies, contribuant ainsi à une baisse des risques sanitaires évitables.

La digitalisation et la gouvernance sanitaire améliorée ont été aussi au rendez-vous. La transformation numérique a touché le secteur de la santé, plusieurs outils digitaux ont été renforcés ou déployés pour améliorer la gestion des données sanitaires, la traçabilité des soins et la planification des interventions.

Cette modernisation de la gouvernance sanitaire favorise une meilleure allocation des ressources, une transparence accrue et une prise de décision fondée sur des données fiables, au bénéfice des usagers comme des professionnels. Aussi vient-elle témoigner de l'engagement du gouvernement à mettre le capital humain au centre des réformes sanitaires.

Qu'en est-il de la protection sociale au Togo ?

Loi des discours politiques, la couverture sociale s'enracine lentement mais sûrement au Togo. Bien que confrontée à des défis, elle se traduit dans les efforts du pays à garantir l'accès aux soins aux populations, à maintenir leurs revenus et à leur offrir une sécurité économique.

Pour maintenir la sécurité économique, plusieurs initiatives sont déployées pour renforcer la résilience de la population. Elles sont, entre autres, centrées sur la protection sociale, l'inclusion financière et le développement d'infrastructures de base.

Au niveau de l'inclusion financière et de la promotion de l'emploi, des initiatives comme le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) et le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej), devenu l'Agence de développement des très petites et moyennes entreprises (ADTPME), permettent de soutenir l'entrepreneuriat et l'auto-

emploi. Dans la même logique, les formations professionnelles sont de plus en plus adaptées aux secteurs numérique et industriel.

Dans l'atteinte des ODD qui prévoient, à l'horizon 2030,

risques liés à la maternité. De même, School Assur, devenu School Amu, permet d'élargir la protection sociale aux élèves des écoles publiques.

Des avancées dans l'indice du capital humain

le précédent, le pays a franchi en 2025 le seuil de 0,550 qui marque l'entrée dans la catégorie des pays à développement humain moyen.

Cependant, malgré les avancées, la promotion du capital humain au Togo



Le président du Conseil à l'inauguration de Dogta-Lafié (archives)

une couverture sociale pour tous, le gouvernement fait de l'Assurance maladie universelle (AMU) un fer de lance.

Réduite à ses débuts aux fonctionnaires du public, l'AMU a pris une propension plus large, avec le décret confiant sa gestion à l'INAM et à la CNSS. Et depuis 2024,

Les efforts du Togo dans la promotion du capital humain sont réels, en témoigne le rapport de l'Indice de développement humain (IDH). Mis en place par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), il mesure les progrès d'un pays à travers trois dimensions clés : la santé,

implique de surmonter plusieurs défis majeurs.

Ces derniers sont relatifs à l'inadéquation entre l'éducation et les besoins du marché de l'emploi, les disparités régionales d'accès aux services de santé, et l'insertion professionnelle des jeunes particulièrement dans les



Hôpital de référence Dogta-Lafié (Image illustrative)

ses offres ne cessent de s'élargir et de toucher différentes couches avec travailleurs non-salariés (AMU-TNS).

Dans la foulée, le programme Wezou, lancé pour soutenir les femmes enceintes, a déjà bénéficié à plus de 633 000 femmes à fin septembre 2024, facilitant le suivi des grossesses et réduisant les

l'éducation et le revenu national par habitant. Il classe les pays en quatre grandes catégories : développement humain faible, moyen, élevé et très élevé.

Jusqu'au rapport précédent (2023-2024), le Togo faisait encore partie du groupe des pays à développement humain faible. Avec un IDH de 0,571 dans le rapport 2025, contre 0,547 dans

zones rurales.

Les défis susmentionnés, le gouvernement entend les relever à travers sa nouvelle stratégie d'accélération des initiatives de développement pour un dédoublement du niveau de vie moyen et une réduction de l'incidence de la pauvreté de 15 % à l'horizon 2040.

Caleb Akponou

Histoire et modèle à suivre

On naît tous égaux, on grandit différemment. La vie est pleine de promesses et d'abondances. Cherche une voie noble, distingue toi par des valeurs et multiplie toujours les efforts. Reste constant ; surtout n'oublie jamais ton origine, tes racines, l'esprit de famille, la responsabilité.

Dis à ton fils:

- Tu défendras trois choses : l'honneur, le foyer,la patrie
- Tu estimeras trois choses : le courage, la sincérité, la reconnaissance
- Tu éviteras trois choses : la paresse, la vanité, la honte
- Tu contrôleras trois choses : le caractère, le langage, la conduite
- Tu détesteras trois choses : le vole, l'injustice, l'ingratitude
- Tu combattras trois choses : le mensonge, la méchanceté, la lâcheté
- Tu sauvegarderas trois choses : la franchise, la liberté, la bravoure
- Tu cultiveras trois choses : l'amour, la charité, l'humilité

Et enfin tu n'oublieras jamais trois choses : la prière, le partage et le pardon.

Blagues

Ma petite sœur nous a tous tués!!!

On vient d'apprendre que le gars à qui elle a donné un faux numéro est un millionnaire.

Une jeune fille perd ses habits à la piscine et décide de couvrir son sexe avec une affiche qu'elle a prise à l'entrée de la piscine.. Les gens rient en la voyant passer.

Pourquoi ??

Eh bien sur l'affiche était inscrite: {entrée gratuite, réservée uniquement aux hommes, attention profondeur 3 mètres, risque de noyade pour amateurs..}

J'ai demandé à une fille sexy pourquoi tu aimes mini jupe et Collant, elle a répondu : Une fille sans mini jupe est comme un pays sans site touristique; ça n'attire pas les investisseurs

Jeu de cartes

Dans un jeu de cartes, il y a 56 cartes dont 4 cartes spéciales. Le nombre de joueurs pouvant jouer à ce jeu est supérieur de 1 au nombre de cartes spéciales.

Si l'on ajoute un deuxième jeu de cartes au premier, identique à celui-ci, combien de joueurs pourront jouer à ce jeu (qui contient donc 112 cartes)?

Histoire drôle

Ces petits oiseaux sont morts de faim et de soif dans leur nid, attendant que leur mère leur apporte de la nourriture mais évidemment la mère a été tuée.

Il est ainsi, à chaque fois que vous combattez une personne, vous combattez également contre les personnes qui sont à sa charge.

Si vous ne pouvez pas être une bénédiction, un havre de paix ou une source de bonheur pour les autres au moins ne soyez pas la cause de leurs malheurs.

Ne soyez pas la raison pour laquelle quelqu'un dans ce monde souffre, pleure et passe des nuits blanches, car cela affecte aussi sa famille et ses proches.



Photo du jour



Ce véhicule est-il conçu pour transporter autant de bagages?

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD; Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA: Salle GYM TONIC.

Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME);

Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine);

Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli)
Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)
Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 22

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle
à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

Sommet d'Accra sur les réparations de la traite transatlantique

Un trompe-œil qui détourne l'Afrique de ses vrais défis

Sur le principe, l'initiative en elle-même, est salutaire à certains égards. Portée au départ par la République du Ghana de John Mahama et ensuite soutenue fermement par l'union Africaine, la résolution ayant reconnu la traite des noirs et l'esclavage comme un crime majeur contre l'humanité a été adoptée par les nations-unies le 25 mars 2026 à New-York. Elle préconise une série d'actions de la part des puissances négrières en guise de réparation des torts causés, des siècles durant, par cette pratique criminelle et hautement inhumaine. Entre autres, l'Afrique attend de ces négriers et bourreaux d'hier, des indemnités en termes de fonds ou de remises de dettes, de la restitution culturelle qui sous-entend un retour des millions d'œuvres d'art pillées sur le continent africain et des excuses formelles qui traduiraient une forme de contrition venant de ces négriers.

Dans la foulée de cette résolution, Accra abrite d'un 17 au 19 juin, un sommet de chefs d'Etat en vue de traduire dans un aspect pratique, l'esprit et la lettre de cette résolution onusienne. Des dizaines de chefs d'Etats africains et même de l'Occident, dont Emmanuel Macron de France, sont alors attendus dans la capitale ghanéenne. L'espoir est ainsi né, sans doute dans l'esprit de beaucoup de nos dirigeants, que des mannes financières leur seront déversées par l'Occident, auteur de cette traite négrière et de l'esclavage qui ont vidé le continent, pendant plus de quatre siècles, des millions de ses bras valides dont la présence aurait pu contribuer, pour une large part, à bâtir une Afrique prospère et évidemment développée.

Nos dirigeants gardent la foi donc, qu'avec un minimum de pression, les puissances de l'Occident cèderaient en leur concédant des largesses financières, en rapatriant des pièces d'art et en faisant une sorte de mea-culpa qui traduirait une éventuelle de compassion vis-à-vis de l'Afrique ainsi abusée et mutilée par ces pratiques intolérables. L'enflure que cet évènement a pris sur les réseaux sociaux et dans des médias classiques ainsi que la polémique qui en découle, jusqu'à présent, sur l'opportunité de la présence du Président français à un tel sommet, alors que son pays, négrier et colon par essence, s'est contenté d'une

abstention lors du vote de la résolution, en dit long sur les attentes de nos dirigeants.

Il est considéré, très probablement à tort, comme un évènement majeur sinon déterminant, devant changer, radicalement, le regard condescendant que l'Occident a toujours porté et porte encore sur l'Afrique et ses citoyens. C'est à croire que par une baguette magique, un tel sommet où seuls des discours, de la théorie et de l'oratoire sont à l'ordre du jour, pourrait se doter, de fait, un pouvoir de reconfiguration psychologique des gens qui ont fait de la suprématie de leur race, une conviction profonde et un mode entier de vie. N'est-ce pas naïf de croire en la bonne foi des Occidentaux quant au besoin de lâcher prise en ce qui concerne leur prédation de l'Afrique ou de l'accompagner, sincèrement, dans son parcours de développement?

L'impossibilité de la réparation en question

Les dirigeants africains parlent de la traite négrière et de l'esclavage au passé comme si ces pratiques avaient pris fin dans le monde d'aujourd'hui et qu'il n'en reste juste que le besoin de réparation des torts. Et pourtant, tout intellectuel avisé sait, de simple bon sens, que la traite négrière et la colonisation sont comme deux gouttes d'un même sang. Toutes les deux se caractérisent par l'esprit de domination, d'influence, d'impérialisme, le tout couronné par un besoin de pillage des ressources tant humaines que naturelles ou minières du continent. Ceci est d'autant plus vrai que l'Occident s'est convaincu, depuis des siècles, que l'avenir de son économie, de son industrie et de sa croissance dépend littéralement de ce qu'il parvient à puiser en Afrique qui en regorge à profusion.

Aussi s'explique le néo-colonialisme qui règne encore en triomphe dans presque tous les pays d'Afrique. Est-il encore nécessaire de rappeler à nos dirigeants, les ingérences flagrantes des puissances occidentales dans les politiques intérieures de nos pays ? Serait-il opportun d'exhumer de leur esprit, la pomme de discorde qui oppose, jusqu'à présent, la France aux pays du Sahel ou même à l'ensemble des pays

de la zone UEMOA à propos de la monnaie coloniale CFA encore en vigueur ? Nos dirigeants se rappellent-ils la cause de la « vitrification » du régime de Laurent Gbagbo en 2010 en Côte d'Ivoire par Nicolas Sarkozy alors Président de la République française ? Pourquoi avec ses 54 Etats et près d'1,5 milliard d'âmes vivantes, l'Afrique ne dispose-t-elle pas de place au Conseil de Sécurité des



Photo archive du sommet d'Accra

Nations-Unies jusqu'à ce jour?

Au regard de toutes ces évidences, l'on est à l'aise à conclure que, pour rien au monde, même avec une arme sous leur tempe, les Occidentaux ne démordront guère par rapport à ce besoin de réduire le citoyen d'Afrique dans la posture du vassal et du dominé. Il s'agit, pour eux, d'une question évidente de survie. Croire donc à une action sincère de réparation qui permettrait au continent africain de traiter d'égal à égal avec l'Occident, est un vrai trompe-œil, un leurre destiné à nous distraire et à nous détourner de nos vrais défis.

Les défis pour une émergence assumée de l'Afrique.

A l'image de tous les peuples du monde, ceux d'Afrique ne pourraient expérimenter le bien-être, l'épanouissement et le développement qu'à la condition de se doter, à la tête de leur pays, de vrais dirigeants visionnaires qui se recouvrent, effectivement, de l'étoffe de leaders capables de libérer des énergies fécondes dans les sphères décisionnelles de nos Etats. Leur Mission ? Entreprendre audacieusement l'exercice sacré de restauration des valeurs identitaires propres à l'Afrique, promouvoir les règles du vivre ensemble et instaurer une discipline permettant de forger des citoyens intègres, compétents et ambitieux pour leurs pays respectifs.

Les spécialistes du développement nous

enseignent en effet, qu'il ne peut guère y avoir de développement d'un pays, sans un travail, en amont, de création d'une conscience collective qui apprivoise l'attention et l'intérêt de chacun des citoyens autour d'un idéal commun. C'est cette conscience collective qui permet de construire et d'entretenir un mode de vie et de pensées déterminant la civilisation de chaque

des dirigeants africains d'aujourd'hui.

Ainsi concevoir l'éventualité d'un développement de notre continent par un apport extérieur est, forcément, l'expression d'un manque cuisant d'intelligence. Plutôt que de continuer à naviguer à vue, à se laisser bernés par des discours de distraction et de simples commodités diplomatiques qui consistent

à nous caresser dans le sens du poil avec des résolutions flatteuses, nos dirigeants ont tout intérêt à se concentrer sur leurs ressources humaines internes. Leur sacerdoce sera de trouver des mécanismes qui permettent de libérer le génie en souffrance en chaque citoyen, de l'exalter et de le valoriser. C'est alors que sans contrainte de temps, sans contrainte de comparaison, sans contrainte de précipitation, l'Afrique s'imprimera, progressivement, son rythme de développement assumé, qui autorisera, au fil du temps, une résonance respectable de sa voix dans le concert des nations.

Ceux-ci, pour l'essentiel, ont une approche superficielle des questions de développement et d'épanouissement des peuples du continent. Sans un sens élevé de l'éthique et du sacré, sans une immersion totale et assumée des citoyens dans leurs racines culturelles, aucun travail de fond ne peut être entrepris en vue de grandes et nobles réalisations. L'être humain doit être la mesure de toute chose. Ainsi les choix politiques qui ne priorisent pas l'impératif d'épanouir, à tous points de vue, d'abord et avant tout le citoyen, sont d'emblée voués à l'échec.

Alors le défi de nos dirigeants n'est aucunement dans les revendications des réparations, car même des milliards de dollars de réparation déversés sur notre ne garantirait notre développement, tant que les citoyens n'auront pas appris à se discipliner et à produire de la richesse par eux-mêmes. Cette évidence s'observe dans le gaspillage qui est fait des milliards d'aide au développement, dans les détournements et la corruption endémique qui ponctuent le quotidien

Car, rappelons-le volontiers, l'humanité est ainsi faite que seuls ceux qui ont une capacité réelle de résilience et un pouvoir de s'assumer par eux-mêmes peuvent capter et imposer l'attention et le respect. La dépendance économique, culturelle et même civilisationnelle de l'Afrique vis-à-vis de l'extérieur la cloue plutôt dans le champ de l'assistanat. La fierté du dirigeant africain d'aujourd'hui ne tient donc pas des sommets et des conférences stériles où l'on dénonce, se plaint ou joue les victimes, elle repose, immanquablement, sur son déploiement résolu à voir en son citoyen sa première source de richesse qu'il faut valoriser sans commune mesure et sans calcul aucun.

Luc K. ABAKI

Protection des océans

La multiplicité des traités mondiaux conduit à une approche fragmentée

L'océan recouvre plus de 70% de la planète ; il régule le climat, préserve la biodiversité et soutient les économies et les cultures du monde entier. Il constitue le fondement de la vie sur terre. Cependant, il est mis à rude épreuve et fait face à de multiples menaces qui compromettent gravement non seulement sa santé future, mais aussi l'avenir de l'humanité.

des impacts climatiques ou de la pêche illégale, les prix augmentent, non seulement pour les produits de la mer, mais aussi pour de nombreux autres aliments dépendant du commerce mondial et des économies côtières. L'océan favorise la santé physique et mentale, fournit des médicaments et produit une part importante de l'oxygène que les humains

réchauffement des océans et à l'élévation du niveau de la mer sont alarmantes. Le rythme d'élévation du niveau de la mer, dû à la fonte des calottes glaciaires et à la dilatation de l'eau sous l'effet de la hausse des températures, a doublé, passant d'un maximum de 1,9 mm/an avant 2015 à 4,3 mm/an en 2023. Les températures en Arctique augmentent

en hausse

La pollution marine s'intensifie. Chaque année, 52 millions de tonnes de déchets plastiques pénètrent dans l'océan, contribuant à la présence estimée de 24 000 milliards de particules de microplastiques. L'on sait désormais que celles-ci affectent plus de 4 000 espèces marines.

La contamination chimique progresse également, avec plus de 4 000 composés issus de produits pharmaceutiques et de soins personnels détectés dans les eaux marines. La bonne nouvelle : les niveaux de certains polluants persistants, comme le mercure, ont diminué dans quelques régions.

Des systèmes alimentaires océaniques menacés

Les systèmes alimentaires marins constituent une source vitale de nutrition et de moyens de subsistance, fournissant 20% des protéines animales consommées par l'humanité. L'aquaculture marine poursuit son expansion et représente désormais une industrie mondiale pesant 90 milliards de dollars. Par ailleurs, 121 millions de personnes pratiquent la pêche de loisir en mer, contribuant ainsi aux économies locales et au bien-être.

Toutefois, la stabilité de ces systèmes est de plus en plus menacée : En 2021, 37% des stocks de poissons faisaient l'objet d'une surexploitation. La pêche illégale, non déclarée et non réglementée entraîne le prélèvement de 8 à 14 millions de tonnes de poissons par an, générant entre 9 et 17 milliards de dollars de revenus illicites. Les épizooties, la pollution et les stress climatiques continuent de compromettre la viabilité à long terme de l'aquaculture marine et de la pêche.

Une économie océanique vaste, mais pas encore durable

L'économie océanique est évaluée à 1 500 milliards de dollars par an et devrait dépasser les 3 000 milliards de dollars d'ici à 2030. Le tourisme côtier et marin

soutient 174 millions d'emplois. Des efforts sont déployés pour comprendre les répercussions continues et la viabilité de la production pétrolière et gazière en mer, ainsi que du transport maritime, qui assure plus de 80% du commerce mondial et contribue aux émissions mondiales de gaz à effet de serre.

La coopération internationale en matière de gouvernance des océans prend de l'ampleur, mais la multiplicité des traités mondiaux relatifs à la protection des océans conduit à une approche fragmentée. Parvenir à une économie océanique durable exige de l'équité ainsi qu'une prise en compte significative des connaissances et des pratiques traditionnelles des communautés autochtones. Sans elles, il sera plus difficile d'assurer la santé des océans, le bien-être des communautés et un développement durable et équitable.

D'importantes lacunes subsistent dans la connaissance des océans : à l'horizon 2025, seuls 27% des fonds marins auront été cartographiés, laissant les écosystèmes des grands fonds, les processus biologiques et les impacts cumulatifs mal compris. Malgré les pressions croissantes, des solutions existent, notamment les approches fondées sur la nature, la réduction des émissions et l'extension des zones marines protégées. Toutefois, même une restauration complète des écosystèmes océaniques ne contribuerait qu'à hauteur d'environ 2% à l'atteinte des objectifs mondiaux d'atténuation du changement climatique, ce qui souligne la nécessité d'un changement systémique.

La décennie à venir est décisive : sans une action mondiale rapide et coordonnée, la santé des océans continuera de se dégrader, menaçant la stabilité climatique, la résilience de la biodiversité, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et le bien-être de milliards de personnes.

Edem Dadzie



© Unsplash/Omar Eagle/L'élévation du niveau de la mer menace l'industrie du tourisme dans des endroits comme Sainte-Lucie, dans les Caraïbes

Quelque 550 experts issus de 86 pays ont consacré près de cinq ans à l'élaboration d'un rapport d'évaluation de 1 600 pages détaillant les défis auxquels l'océan est confronté. Ce document scientifique fournit les connaissances nécessaires à l'humanité pour protéger et préserver la planète. Baptisé « World Ocean Assessment » (Évaluation mondiale des océans), ce rapport révèle un certain nombre d'éléments. D'abord, l'océan façonne le quotidien de chacun, même pour ceux qui ne vivent pas dans des zones côtières. Ensuite, il stabilise le climat en absorbant la majeure partie de l'excès de chaleur de la planète ainsi que les gaz à effet de serre nocifs ; sans son effet régulateur, il faut s'attendre à des phénomènes météorologiques plus extrêmes, menaçant les systèmes alimentaires, les chaînes d'approvisionnement et les marchés de l'assurance. Enfin, l'océan constitue une source d'alimentation. Lorsque les stocks de poissons s'effondrent ou que les chaînes d'approvisionnement sont rompues en raison

respirent. L'océan soutient des milliers de milliards de dollars d'échanges commerciaux mondiaux, ainsi que le tourisme et l'emploi.

Des pressions croissantes

Les activités humaines transforment les écosystèmes marins. La population mondiale a atteint 8,2 milliards d'habitants en 2024, dont 37% vivent à moins de 100 km des côtes. Inévitablement, ce phénomène a concentré les activités humaines et économiques dans des zones côtières vulnérables, intensifiant l'exploitation des ressources naturelles, le développement des infrastructures, les rejets de déchets et la dégradation des habitats. Parallèlement, les activités en mer s'intensifient : les parcs éoliens, les infrastructures pétrolières en eaux profondes ainsi que le déploiement croissant de câbles et de pipelines sous-marins modifient les habitats situés plus au large.

L'impact du changement climatique

Les données relatives au

quatre fois plus vite que la moyenne mondiale.

Les zones hypoxiques (ou « zones mortes »), où le taux d'oxygène est si faible que la majeure partie de la vie marine ne peut y survivre, couvrent désormais 4,5 millions de km². 16% de l'augmentation totale de la température des océans enregistrée depuis 1955 a eu lieu après 2018.

La vie marine subit de fortes pressions, comme en témoigne le recul d'environ 80% des récifs coralliens des Caraïbes depuis les années 70. Jusqu'à 90% des récifs coralliens mondiaux pourraient disparaître si le réchauffement climatique dépasse 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels. Les écosystèmes côtiers essentiels, tels que les mangroves et les herbiers marins, continuent de régresser. Sous l'effet de la hausse des températures, les espèces (du plancton aux mammifères marins) migrent vers les pôles Nord et Sud, tandis que les espèces non indigènes se propagent plus aisément dans ces conditions environnementales modifiées.

La pollution généralisée et

Guinée/Elections

Législatives contestées : 7 partis saisissent la Cour suprême

Le scrutin du 31 mai n'a pas dit son dernier mot. 7 partis politiques guinéens ont déposé vendredi des recours devant la Cour suprême, contestant les résultats provisoires des élections législatives et communales qui donnent le mouvement présidentiel largement vainqueur, et dénonçant de graves dysfonctionnements.

Le mouvement Génération pour la modernité et le développement (GMD) du président Mamadi Doumbouya était sorti triomphant de ce double scrutin organisé dans un contexte déjà fragilisé : les principales formations d'opposition avaient appelé au boycott, et la participation avait été très faible. C'est dans ce vide politique que 7 petits partis, le RPR, le NFD, le MND, l'UNG, l'UDIR, le NIC et l'UPR, ont choisi, non le silence, mais la contestation judiciaire.

Réunis à la Maison de la Presse de Conakry, leurs responsables ont présenté une déclaration conjointe dénonçant des « altérations de résultats » et des « anomalies statistiques inédites ». Parmi les griefs formels soulevés, les partis affirment que l'administration électorale aurait bafoué le droit de regard et de signature contradictoire des procès-verbaux globaux par leurs délégués, en violation des articles 83, 85 et 86 du Code électoral.

L'argument le plus saillant porte sur la chronologie même de la proclamation des résultats. Selon leur déclaration, des résultats provisoires auraient

été annoncés à la télévision nationale alors que certaines commissions administratives de centralisation des votes poursuivaient encore leurs travaux dans plusieurs circonscriptions, notamment à Labé et à Guéckédou. Une incohérence temporelle que les partis signataires jugent révélatrice d'une fabrication des chiffres en amont de leur consolidation réelle.

Sur le plan statistique, les contestataires avancent un argument difficilement réfutable : dans plusieurs circonscriptions, des listes concurrentes se verraient attribuer exactement le même nombre de voix. « Une telle symétrie est mathématiquement impossible dans un vote libre », affirment-ils.

Face à ce qu'ils qualifient de dérives électorales, les sept partis proposent deux options : soit un recomptage transparent des voix à partir des procès-verbaux signés et affichés dans les bureaux de vote, soit l'annulation pure et simple du scrutin.

Les formations politiques concernées affirment privilégier la voie institutionnelle, un choix qui dit autant de leur faiblesse dans le rapport de force politique que de leur volonté de ne pas fermer la porte au dialogue. La Cour suprême dispose désormais du dossier. Sa réponse conditionnera, au moins symboliquement, la crédibilité du processus de transition constitutionnelle engagé par Conakry.

T.M.

Cameroun/Présidence

Dans les couloirs du palais présidentiel, la bataille pour la succession de Paul Biya a déjà commencé

93 ans, 44 ans de pouvoir. Paul Biya est toujours là techniquement. Mais depuis que le Parlement camerounais a adopté la révision constitutionnelle réintroduisant le poste de vice-président, le 4 avril 2026, et que Biya l'a promulguée dix jours plus tard, le Cameroun a changé de logique. La succession n'est plus un murmure de couloir. Elle est devenue un mécanisme constitutionnel. Et ce mécanisme a fait surgir, au grand jour, une guerre qui couvait depuis trente ans.

D'un côté, Franck Biya, 54 ans, fils discret du patriarche et de sa première épouse Jeanne Irène, décédée en 1992. De l'autre, Chantal Biya, la première dame, flamboyante et puissante, entourée d'une garde rapprochée qui lui est entièrement dévouée ; entre eux : pas de dialogue, pas de trêve. Une animosité qui remonte à 1994, quand Paul Biya, veuf depuis deux ans, rencontre celle qui deviendra sa seconde épouse. Depuis, deux clans coexistent au palais d'Étoudi sans jamais se réconcilier, chacun attendant son heure. Cette heure est venue.

La loi N°2026/002 est claire : le vice-président achève le mandat présidentiel en cours en cas de vacance du pouvoir. Paul Biya, réélu en 2025, gouverne jusqu'en 2032. Son successeur désigné gouvernerait donc le Cameroun 7 ans, sans

élection présidentielle intermédiaire. Ce n'est plus de la politique, c'est de l'arithmétique du pouvoir. Et chacun dans les deux camps a compris ce que représente la vice-présidence : non pas un poste secondaire, mais le pouvoir absolu en attente d'héritier.

Du côté des « Franckistes », surnom donné aux partisans du fils aîné, la mobilisation est organisée. Un faux

Mais sa puissance est aussi son talon d'Achille : son influence est jugée excessive par les caciques du RDPC, notamment les ministres Laurent Esso et René Emmanuel Sadi.

Biya lui, observe ; ou fait semblant. Depuis la promulgation, silence total ; pas de décret, pas de nom, pas de rumeur officielle. Le vieux lion joue sur sa dernière corde : celle de



Franck-Biya-et-Chantal-Biya

décret de nomination a même circulé début avril, suffisamment crédible pour que la consule du Cameroun à Nairobi ait dû démentir publiquement une information reprise par la télévision d'État kényane. L'intox comme baromètre de l'intérêt : rarement une fausse information n'a mieux révélé une vraie obsession. Du côté de Chantal Biya, la stratégie est différente, plus institutionnelle. Ferdinand Ngoh Ngoh, secrétaire général de la présidence, bénéficiant de délégations de pouvoir présidentiel et entretenant une proximité avec la première dame, est présenté comme le favori des cercles du palais. Il a méthodiquement placé ses hommes dans les rouages névralgiques du système.

l'incertitude, seul vrai pouvoir qui lui reste intact. La révision constitutionnelle répond à une question que personne n'osait poser officiellement en donnant à Biya seul le droit de désigner son successeur, sans élection, sans débat.

Ce que cette crise révèle, au fond, dépasse la querelle familiale. Elle met à nu l'état d'un système qui n'a jamais organisé sa propre relève, et qui se retrouve aujourd'hui à devoir improviser sa transition dans l'ombre d'un homme de 93 ans. La succession au Cameroun ne se jouera pas dans les urnes. Elle se jouera dans une pièce dont personne, hormis Paul Biya, ne connaît encore la clé.

Alexandre Wémima

RDC/Opposition

Les manifestants anti-réformes violemment réprimés

Il y avait dans l'air de Kinshasa, ce jeudi matin, quelque chose qui ressemblait moins à une manifestation qu'à une épreuve de force. Regroupés au sein de la coalition « C64 », plusieurs leaders de l'opposition avaient appelé à un sit-in devant le Palais du Peuple, là où, soixante-douze heures plus tôt, les députés avaient voté à une écrasante majorité la loi référendaire ouvrant la voie à un éventuel troisième mandat de Félix Tshisekedi. La réponse du pouvoir avait été immédiate : le gouvernorat provincial de Kinshasa avait interdit l'accès aux abords du Parlement dès la veille, déployant un important dispositif policier sur l'esplanade et aux points névralgiques du quartier.

L'opposition avait choisi de maintenir le rassemblement malgré l'interdiction. Dès les premières heures de la matinée, quelques centaines de militants patientaient devant le quartier général de Martin Fayulu, l'un des initiateurs de la coalition. Mais avant

même que la marche ne s'élançait, les premières échauffourées ont éclaté non loin de là, aux abords du QG du parti de Delly Sesanga.

Des échanges de projectiles ont opposé des militants de l'opposition à des individus présentés

par des témoins comme appartenant à la Force du progrès, un mouvement de groupuscules affilié à l'UDPS de Tshisekedi. « C'est le pouvoir qui a demandé à ces voyous de nous attaquer pour nous décourager de marcher », a dénoncé Fayulu quelques minutes avant le début du rassemblement.

Les leaders se sont finalement regroupés et ont entamé, peu après midi, la remontée vers le Palais du Peuple. C'est alors que tout a basculé. Après quelques minutes de face-à-face tendu le long du boulevard

Triomphal, la police a dispersé la foule par des tirs de gaz lacrymogène. Martin Fayulu est apparu chemise maculée de sang, soutenu par ses proches. Delly Sesanga a été évacué vers une clinique voisine. Contacté en début d'après-midi, Fayulu a affirmé qu'il y avait eu « beaucoup de blessés et deux morts », accusant la police d'avoir transporté les corps. Le porte-parole de la police nationale, le commissaire Julien Mavungu, n'a pas confirmé ce bilan.

C'est la première confrontation violente de cette ampleur dans

les rues de Kinshasa depuis que la majorité présidentielle a assumé ouvertement son projet de révision constitutionnelle. L'opposition, absente des débats parlementaires, n'a pour l'instant d'autre levier que la rue.

Mais la rue, ce jeudi, a répondu par le sang. La question n'est plus de savoir si la crise constitutionnelle va s'envenimer, elle l'est déjà. Elle est de savoir jusqu'où ira l'opposition pour faire barrage à ce troisième mandat du président Antoine Tshisekedi.

T.M

NOTRE APPLICATION

Économies
AFRICAINES

sur



**GRATUITE
SIMPLE
INSTANTANÉE**

Emportez l'économie partout avec vous en téléchargeant notre application, votre source exclusive d'analyses multisectorielles percutantes

